



C.I.A.L.

CENTRE D'INFORMATION SUR L'AMERIQUE LATINE
U.E.R. D'ECONOMIE POLITIQUE
Route de la Tourelle 75571 Paris Cedex 12



AGENCE LATINO AMERICAINE D'INFORMATION
1224 STE CATHERINE O 403 TEL (514) 861 0756
MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

BI-MENSUEL

Bul. N° 2

31 janvier 1979

ANNEE 1

AMERIQUE CENTRALE: LES PROJETS REFORMISTES

L'insurrection populaire contre la dictature d'Anastasio Somoza en septembre dernier, et l'éloignement du pouvoir du Mouvement de Libération Nationale (MLN) du Guatemala, lors des élections présidentielles du 5 mars dernier, constituent deux moments dans le long et profond conflit politique et social qui semble annoncer la détérioration progressive de l'hégémonie de l'oligarchie foncière en Amérique centrale.

Le déclin de l'influence des représentants politiques des secteurs les plus arriérés ou traditionalistes du capitalisme centre-américain, caractérisé par les crises continuelles au sein du bloc dominant et par la nécessité quasi-permanente de recourir à la « médiation » de l'Armée pour surmonter ces crises, ouvre un champ de manoeuvre plus large aux forces sociales de la bourgeoisie émergente. Car les projets de réforme de ces dernières tendent à corriger le manque d'adaptation du schéma politico-institutionnel existant à la nouvelle réalité économique et sociale. En général, les situations changeantes ne se manifestent que lentement, quoique l'irruption d'amples secteurs populaires ait contribué à accélérer et radicaliser le processus. Néanmoins, pour résoudre chaque conjoncture critique, il y a eu une tendance à recourir au passé: c'est ainsi que persistent les solutions autoritaires plutôt que d'autres formes politiques de domination. Pour comprendre la viabilité des changements recherchés, il est donc nécessaire d'identifier la portée et les limitations inhérentes aux projets de réforme.

LES CONTRADICTIONS DU PROCESSUS

La contradiction la plus importante, d'origine interne, dans ce processus en Amérique centrale, c'est le maintien de la vieille structure agraire au milieu de la transformation et modernisation de la structure productive, qui ont commencé au début des années 60 (1). La nouvelle réalité économique et sociale qui a pris naissance avec le processus de modernisation de la structure productive centre-américaine, n'a pas affecté les formes antérieures de propriété de la terre. Cette immobilité de la structure agraire a déterminé le maintien du « style oligarchique » de gouvernement. Il s'est produit, néanmoins, un élargissement des groupes sociaux représentés dans le bloc dominant, qui sont principalement l'oligarchie foncière et des secteurs émergents liés aux nouvelles activités productives urbaines et à certains secteurs du capital international. Les projets épars de réforme agraire, qui ont trouvé de l'appui chez les secteurs moyens radicalisés et chez les militaires dévelop-

pementistes (2), furent neutralisés de façon systématique par les propriétaires terriens locaux et leurs alliés internationaux.

Le projet de réforme de la bourgeoisie se heurte ici à une deuxième contradiction importante, d'origine externe cette fois, qui vient conditionner ses plans: c'est le rôle d'intermédiaire qu'elle joue par rapport au capital étranger, qui fait qu'elle est en même temps alliée et subordonnée à certains secteurs du capitalisme international. En d'autres mots, la force sociale émergente, dont la mission historique serait de créer les conditions pour la réalisation d'un projet national de développement, est devenue le secteur social le plus dénationalisé de la société centre-américaine.

Cette double contradiction, d'origine interne et externe, explique l'oscillation de la bourgeoisie centre-américaine émergente entre la « collaboration critique » avec l'oligarchie et la confrontation avec l'ancien ordre. De là résulte également l'ambiguïté de son comportement politique. Un exemple clair et récent, qui démontre jusqu'où ces secteurs sociaux sont prêts à capituler devant les forces oligarchiques lorsque le processus échappe à leur contrôle, est celui de la bourgeoisie anti-somoziste.

UNE POLITIQUE D'ALLIANCES CONDITIONNEE

L'éloignement des secteurs oligarchiques du contrôle de l'appareil d'Etat, sans qu'il y ait une participation populaire, ou du moins pas de participation organisée, limite de façon significative la politique d'alliances de la bourgeoisie modernisante centre-américaine. Au cours des périodes critiques survenues au Guatemala pendant la période électorale, et au Nicaragua depuis l'assassinat de Pedro J. Chamorro, les secteurs réformistes de la bourgeoisie de ces pays ont manifesté leur disposition à chercher des alliés au-delà des seuls secteurs moyens. La constitution du Front élargi d'Opposition (FAO) au Nicaragua et les tentatives manquées de constituer un Front élargi au Guatemala, incluant le Parti institutionnel démocratique (PID), le Parti révolutionnaire (PR), la démocratie chrétienne, la social-démocratie et l'« Aranisme », furent l'expression de cette politique. Néanmoins, les premières indications de radicalisation du conflit, ou la possibilité que la bourgeoisie puisse perdre le contrôle des ces forces sociales, suffisaient pour provoquer la rupture de ces alliances entre classes. La décision de la démocratie chrétienne guatémaltèque de présenter son propre candidat et le départ du groupe des Douze et d'autres forces politiques et syndicales du FAO au Nicaragua, dénotent les points de rupture.

La modération du FAO et du Front élargi s'explique, en outre, par le fait que le capital étranger (américain surtout)

CENTRE DE RECHERCHE UNIVERSITE DE PARIS VIII - VINCENNES

40P 9801

est l'allié politique de l'oligarchie foncière. Le soutien apporté par Washington à ce bloc social n'a pas subi de modifications majeures dans les dernières décennies (3). Par ailleurs, la sympathie manifestée par certains milieux du capitalisme américain et allemand à l'égard des projets réformistes est loin d'entraîner un changement substantiel à la situation.

Dans ce contexte, il apparaît de plus en plus évident que l'éloignement de l'oligarchie du pouvoir est, à l'étape actuelle, une nécessité pour le système, mais qu'en même temps, le secteur social appelé à diriger le processus se trouve entravé par une série de contradictions qui l'empêchent de modifier le rapport de forces en sa faveur. Ce conditionnement de la bourgeoisie modernisante laisse un vide sur la scène politique qui pourrait être rempli par les secteurs moyens et par la classe ouvrière centro-américaine naissante; cependant, l'expérience historique semble condamner à l'isolement toute action autonome des classes moyennes.

L'INVESTISSEMENT ETRANGER DIRECT EN AMERIQUE LATINE

L'investissement étranger direct en Amérique latine a subi des modifications appréciables au cours des dernières années, surtout en ce qui concerne l'origine des capitaux, et quels secteurs de l'économie ils touchent. Parmi les facteurs qui expliquent ces modifications figurent la nouvelle division internationale de la production et du travail, la concurrence croissante entre pays industrialisés, la crise du pétrole et l'instabilité politique des pays en voie de développement.

Une analyse de quelques antécédents permet de déceler dans ses grandes lignes le comportement de l'investissement étranger direct dans la région : le pourcentage élevé que reçoit l'Amérique latine des investissements directs externes des entreprises privées nord-américaines; la présence croissante du capital européen et japonais; la convergence de l'investissement étranger direct vers certains pôles dans le secteur industriel; l'appui du financement externe, particulièrement de la banque privée, à des œuvres d'infrastructure dans la région (construction de centrales hydroélectriques surtout), liées, d'une façon ou d'une autre, à ces pôles d'investissement industriel; la part croissante des investissements étrangers directs dirigée vers l'Amérique centrale et les Caraïbes, (dans le cas des Caraïbes, orientés vers le pétrole), etc.

Ces tendances sont, à leur tour, étroitement liées à l'importance géopolitique du continent et à sa participation au marché des matières premières essentielles. L'intérêt de l'Amérique du nord envers l'Amérique centrale et les Caraïbes trouve sa contrepartie dans la présence de capitaux européens (surtout allemands) et dans les alternatives politiques liées à ces capitaux (social-démocratie et démocratie chrétienne).

LA DEPENDANCE EN CHIFFRES

L'intérêt des investisseurs étrangers à l'égard de l'Amérique latine se dégage du bilan publié dans *Comercio Exte-*

(1) Dans le cas du Guatemala, ce processus fait son apparition plus tôt avec la tentative de modernisation capitaliste de style nationaliste e avec un développement indépendant dans le domaine économique, au moment de la Révolution d'octobre de 1944. Au Salvador, ce même processus commence à s'introduire sous le gouvernement du colonel José María Lemus (1956-60), et de façon plus marquée pendant les trois mois de gestion politique de la « Junte de Gouvernement » qui a renversé le colonel Lemus.

(2) Nicolas Mariscal, « Militares y reformismo en El Salvador », dans *Estudios Centroamericanos*, année XXXIII, n° 351-352, janvier-février 1978, p. 9-27.

(3) « L'analyse de la situation mondiale changeante nous amène à conclure, une fois de plus, que le concept de Sécurité qui prévaut dans la problématique de l'après-guerre cède la place à une nouvelle conception, substantiellement différente. En ce moment, l'importance de ce changement résiderait dans le fait que, pour la première fois, les Etats-Unis identifieraient le concept de sécurité avec celui du développement de l'Amérique Latine »; Edgardo Mercado Jarrin, « América Latina frente al mundo de hoy », dans *Socialismo y Participación*, n° 1, Lima, octobre 1977, p. 129-150. Cette observation du général Mercado Jarrin identifie une des raisons qui devra déterminer, à plus long terme, un changement dans la politique d'alliances des Etats-Unis en Amérique latine, de même que l'abandon consécutif de leurs alliés actuels.

rior, des investissements dans la région de l'Organisation pour la Coopération et le Développement économique (OCDE) (1) d'une part, et d'autre part de ceux des Etats-Unis. La valeur accumulée des investissements directs de l'OCDE en Amérique latine passa de 35 milliards de dollars en 1967 à plus de 76 milliards en 1975 (2). D'après la même publication, la part de ce total qui revient à l'Amérique latine est estimée à 41 milliards de dollars, représentant le même montant que pour tous les pays d'Afrique et d'Asie. Certains analystes expliquent cette disparité comme conséquence de la maturité économique atteinte par cette région. En 1974, le produit brut de l'Amérique latine (aux prix constants de 1970) se chiffra à 220 milliards de dollars, par rapport à 60 milliards en 1950 (3).

En ce qui concerne les entreprises privées des Etats-Unis, 80 pour cent de tous leurs investissements dans les pays en voie de développement se dirige vers l'Amérique latine, totalisant 30 milliards de dollars pour l'année 1977 (4).

Malgré l'importance de ce chiffre, la présence du capital américain semble être rivalisée par la participation croissante des autres pays de l'OCDE en tant que sources de financement direct. Selon les données disponibles, entre 1967 et 1975, le taux d'investissement de ces derniers pays dans la région passa de 37 à 48 pour cent du total de leurs investissements dans les pays en voie de développement.

INVESTISSEMENTS ET RENDEMENT

Le tableau suivant permet de déceler quelques-unes des tendances de l'investissement privé des Etats-Unis; particulièrement vers quels pays il se dirige (surtout l'investissement industriel), et son rendement.

**RENTABILITE PAR PAYS DES INVESTISSEMENTS PRIVES DES ETATS-UNIS
EN AMERIQUE LATINE: 1977 (millions de dollars)**

Pays	Investissement total	Croissance %	Taux de retour des profits %	Investissement industriel	Croissance %	Taux de retour des profits %
Argentine	1.505	10.2	18.1	930	3.6	7.5
Brésil	5.956	10.0	11.4	3.935	7.1	9.2
Amérique Centrale	734	7.9	13.2	248	8.3	17.3
Chili	187	4.5	8.0	52	6.1	9.6
Colombie	706	8.0	13.0	436	12.4	15.6
Mexique	3.175	6.7	9.2	2.328	5.0	7.0
Panama	2.215	13.0	11.6	157	12.9	10.2
Pérou	1.409	3.3	5.4	157	-6.5	0.0
Venezuela	1.779	18.1	17.4	917	23.9	17.1
Autres*	1.063	3.8	13.7	171	23.0	14.6

*Bolivie, Equateur, République dominicaine, Haïti, Paraguay et Uruguay. (5)

Ces chiffres démontrent qu'un bloc de quatre pays (Brésil, Mexique, Venezuela, Argentine) accumulent 12.415 millions de dollars d'un investissement direct total de 18.729 millions (66%) et 8.110 millions de dollars des 9.331 millions d'investissements industriels (87%). Ce groupe inclut une forte industrie pétrolière (Mexique et Venezuela) et un grand potentiel hydro-électrique (Argentine et Brésil), et en plus, deux des pays possèdent un marché important et dynamique (Mexique et Brésil).

Un autre aspect révélateur est la concentration des investissements dans l'arc géographique qui s'étend du Golfe du Mexique jusqu'à l'embouchure de l'Amazone. Le Mexique, l'Amérique centrale, Panama, la Colombie, le Venezuela et le Brésil reçoivent des investissements directs d'une valeur totale de 14.565 millions de dollars (78% du total) et 8.021 millions de dollars d'investissement industriel (86%).

En contraste avec ces chiffres, tous les pays inclus dans le cadre, à l'exception du bloc des quatre, totalisent 6.314 millions d'investissements (34%) du total et 1.221 millions d'investissement dans l'industrie (13%). A l'intérieur de ce chiffre, on peut noter la situation des pays du Cône sud: la Bolivie, le Chili, le Pérou, le Paraguay et l'Uruguay reçoivent moins de 14% des investissements totaux et de 4% des investissements dans l'industrie.

Les cas du Pérou et du Chili illustrent le rôle économique qui commence à se dessiner pour les pays qui ne font pas

partie des pôles de développement industriel. Au Pérou, l'investissement total est de 1.409 millions, et l'augmentation de 3,3%; par contre, l'investissement industriel n'atteint que 157 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 6,5%. Au Chili, près de 80% de l'investissement direct s'oriente vers le secteur minier.

Ces constatations sommaires soulèvent de nombreuses questions: par exemple, quels sont la quantité et le rôle de l'investissement étranger direct dans la capitalisation de l'agriculture? quelles branches du secteur industriel sont favorisées dans les différents pays? quels secteurs sont favorisés dans les pays où l'investissement total est élevé, mais où l'investissement industriel est réduit? quels liens existent entre les alternatives politiques et modèles économiques et l'orientation des investissements directs? quel rôle jouent le Fonds monétaire international et la banque privée internationale dans les décisions sur l'investissement? Les réponses à ces questions permettraient d'élaborer une carte géo-économique d'Amérique latine, qui serait en ce moment, d'une valeur incontestable.

(1) l'OCDE regroupe les principaux pays industrialisés, parmi lesquels figurent l'Allemagne fédérale, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume Uni.

(2) Comercio Exterior, Mexico, Vol. 28, N°8, août 1978, p. 986.

(4) Inforpress Centroamericana, Guatemala, N° 312, 7 décembre 1978, p.1.

(5) Business Latin America, 11 octobre 1978, cité dans Inforpress Centroamericana, op. cit. p.2.

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'information (ALAI) est une corporation sans but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France: Institutions 165 FF., Individus 105 FF., Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger: Institutions 40 US. Dlls., Individus 25 US Dlls. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de C.I.A.L. N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - Defrance. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent être adressées au siège d'ALAI à Montréal.

Directeur de publication: Michel Beaud. CIAL 1, rue de Panama, 75018 Paris. Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université de Paris VIII. Dépôt légal 1er trimestre 1979. N° Editeur: 001. N° Imprimeur: A001.

PEROU: INTERVIEW A DES DIRIGEANTS POLITIQUES

Nous

considérons que le gouvernement de Velasco a réellement apporté une certaine résistance à la pénétration de l'impérialisme, mais il a également favorisé la consolidation de la bourgeoisie nationale tout en cherchant à retarder la montée au pouvoir du mouvement de masse. Le gouvernement de Velasco a su combiner une résistance limitée à l'impérialisme et un nationalisme limité, avec des mesures répressives contre l'indépendance des syndicats par exemple. Fondée sur ces deux éléments la lutte de classe dans le pays s'est développée de façon contradictoire : d'un côté la vieille droite bourgeoise dans certains secteurs des Forces armées a conspiré contre le gouvernement militaire ou a fait pression pour que les réformes soient remplacées par des réformes beaucoup plus souples et d'autre part, le mouvement de masse luttait pour ses intérêts propres. Cela a été à la base du coup d'Etat de 1975 et Morales Bermudez représente simplement un secteur militaire continuiste défendant ce qui reste de l'essentiel des réformes tout en cherchant la conciliation avec les différents secteurs bourgeois en lutte pour contenir, sous le couvert d'un front politique provisoire dans la bourgeoisie, le mouvement de masse qui menace la stabilité du gouvernement à tout instant, dans les trois grèves nationales par exemple. Dans ce sens nous qualifions le gouvernement de Morales Bermudez de bonapartiste, transitoire, prétendant rétablir un jeu politique bourgeois tout en cherchant à maintenir un climat de conciliation entre les différents courants politiques bourgeois et en réprimant la montée puissante de la masse des travailleurs. Définir la société péruvienne ne peut alors se faire sans une définition de la part du PST et de tout autre parti politique révolutionnaire du projet révolutionnaire des masses. Il y a des secteurs qui considèrent que notre pays est encore semi-féodal, qui luttent exclusivement pour l'indépendance nationale dans une révolution qu'ils qualifient de démocratique-populaire ou de nouvelle démocratie mais qui est essentiellement nationaliste, démocratique et anti-impérialiste, sans caractère révolutionnaire face à la bourgeoisie nationale. Nous avons une position assez différente, nous soutenons que la révolution péruvienne doit à la fois lutter contre les aspects semi-féodaux à la campagne et contre la classe dominante bourgeoise qui soutient les intérêts des impérialistes dans notre pays. Il est impossible de lutter contre l'impérialisme sans lutter contre cette classe dominante et l'Etat politique semi-colonial, capitaliste, dépendant qui soutient ce pouvoir de classe. C'est pour cela que pour notre organisation la révolution a un caractère de classe prolétarien en marche vers le socialisme? SOUTENU PAR LES PAY-SANS. Nous pensons que l'alliance ouvriers-paysans est indispensable en tant que base de la révolution mais nous considérons que son caractère est principalement prolétarien. Nous nous opposons à la position qui affirme que notre pays a simplement besoin d'une émancipation anti-impérialiste destinée à renforcer dans le fond la classe dominante.

2.3 Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR) (Pour la

reconstruction de la IVème Internationale).

Selon nous le Pérou est un pays capitaliste, opprimé par l'impérialisme et où demeurent en instances les tâches nationales-démocratiques qui permettront au pays d'accéder aux bienfaits de la civilisation après 150 ans de domi-

nation des propriétaires terriens, des castes féodales et de la bourgeoisie intermédiaire, tous dépendants du capital financier international. Après dix années de gouvernement militaire, la situation du pays, du point de vue de sa position de dépendance du marché capitaliste mondial n'est pas profondément modifiée. Les réformes entreprises par le gouvernement de Velasco Alvarado furent menées sous la pression des masses, des paysans, du prolétariat urbain; ces réformes sont restées étouffées par l'incapacité de Velasco Alvarado de rompre réellement avec l'impérialisme dans la lutte pour l'émancipation nationale. A l'intérieur de l'Etat, il existe une crise profonde des institutions que Velasco et Morales Bermudez ont dû mettre sur pieds pour matérialiser les objectifs réels de défense de l'Etat bourgeois. Des organismes corporatifs comme SINAMOS, la CTRP, pouvoir judiciaire dépendant du Ministère de l'Intérieur, la presse expropriée, furent tous utilisés pour empêcher la montée des masses paysannes et urbaines. On est dans une situation où cette montée des masses et la crise, compromettent la stabilité de l'Etat bourgeois, semi-colonial; dans la période actuelle, le rapport de forces, est favorable au prolétariat et aux masses paysannes et urbaines.

III. Unité démocratique et populaire (UDP)

3.1 Front de Gauche révolutionnaire (FIR) (IVème Internationale)

La société péruvienne est une société capitaliste bloquée qui conserve des aspects pré-capitalistes, serviles, semi-féodaux, mais qui est à prédominance capitaliste. Velasco a mené une série de réformes bourgeoises, il a développé le capitalisme d'Etat. La dictature de Velasco peut être qualifiée de bonapartiste, il voulait mener le pays vers une modernisation capitaliste, et le projet de Morales Bermudez à quelques degrés près est le même. Cependant le capitalisme d'Etat ne donne pas tous les résultats escomptés et dernièrement plusieurs industries ont été rendues au secteur privé pour satisfaire les intérêts impérialistes, car l'impérialisme ne cesse d'exercer des pressions pour assujettir davantage le Pérou.

3.2 Organisation prolétarienne révolutionnaire (OPR)

La définition d'une société se base nécessairement sur la structure économique, et nous pouvons affirmer que le mode de production dominant au Pérou, est le mode de production capitaliste. Cette société capitaliste, cependant, n'est pas le produit du développement autonome, et encore moins le produit d'une révolution bourgeoise, c'est le produit de l'insertion du capital monopoliste dans une société pré-féodale qui est devenue semi-féodale. Ce capitalisme n'est pas, de loin, semblable aux capitalismes d'Europe car il est retardé dans son développement. Ce retard est dû fondamentalement à la présence de l'impérialisme, et il en résulte une diversité des rapports de production : la communauté primitive, comme les indigènes dans la forêt, la semi-féodalité dans la montagne, et dans les régions côtières, les rapports de production capitalistes.

3.3 Mouvement de Gauche révolutionnaire (MIR- 4ème étape)

Depuis l'époque du Président Luis Bustamante y Rivero, et encore plus depuis les années 60 avec la période de

Belaunde Terry, nous pouvons observer la lutte au niveau de la réaction entre les secteurs oligarchiques et les secteurs de la bourgeoisie industrielle, dépendants, plus modernes et davantage liés à l'impérialisme. A l'époque de Belaunde, les deux camps demeurent dans une certaine égalité, certains retranchés au Parlement, d'autres à l'Exécutif, et la situation reste inchangée malgré la politique de l'impérialisme après « Punta des Este » et la Révolution Cubaine, de ne plus s'appuyer sur les oligarchies traditionnelles mais sur les bourgeoisies dépendantes. Dans ce sens, malgré le changement d'alliances, au Pérou, ce processus ne se réalise pas et pratiquement la tâche du gouvernement militaire est d'incliner définitivement la balance en faveur des secteurs bourgeois favorisant un capitalisme beaucoup plus moderne. Mais il serait trop facile d'affirmer avec les organisations comme Patrie-Rouge que le gouvernement de Velasco fut mis en place par le Pentagone. Pour notre part, nous considérons ce processus comme en prise à des contradictions et dont le résultat final ne peut être autre que l'approfondissement du développement capitaliste et de la dépendance. Dans un de ses articles, José Carlos Mariategui résumait très clairement le rôle de ces secteurs bourgeois et petit-bourgeois et la relation de l'impérialisme avec eux, afin d'établir une alliance plus étroite, et de développer ce qu'il appelle « l'ivresse temporaire nationaliste », en opposition à un programme authentiquement nationaliste. Cela nous fait comprendre ce qui s'est passé dans le pays pendant le régime de Velasco. Son régime est un régime réformiste, mais on ne peut pas sous-estimer les contradictions, mêmes secondaires, qui l'opposaient à l'impérialisme. Toute la gauche s'oppose d'une certaine façon au régime de Velasco, niant pour une certaine part qu'il ait entrepris quelque réforme que ce soit, qualifiant même le régime de fasciste et de défenseur des propriétaires terriens, ce qui est une position simpliste, ultragauchiste; d'autres, survalorisent les contradictions réelles avec l'impérialisme et les contradictions à l'intérieur des Forces armées, voulant s'appuyer sur les uns pour combattre les autres, attitude qui a dominé pendant un certain temps, à Avant-Garde révolutionnaire. Face au régime de Velasco, il y a alors confusion, une déviation de la droite et de la gauche, et c'est seulement vers le milieu de la décennie que les deux extrêmes commencent à dépasser cette confusion. On assiste à la naissance du Parti communiste révolutionnaire, et le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire subit des transformations. Le plus important c'est que ce processus a lieu en même temps qu'un grand essor des organisations de masses, ce qui arrive c'est que l'organisation de masse est encore corporative, économiste, assez retardée. Le remplacement de Velasco par Morales Bermudez ne serait rien d'autre que l'expression de ce nouveau rapport de forces, renforcé par la crise à l'intérieur de la bourgeoisie, de la réaction, un jeu d'intérêts où la crise internationale occupe également une place importante. L'Assemblée constituante ne serait rien d'autre que la reconstruction de l'Etat reflétant cette nouvelle situation de prédominance définitive du capitalisme, et de ces secteurs bourgeois. Pour terminer, il faudrait indiquer qu'avec les trois dernières années du gouvernement de Velasco le réformisme disparaît; à la suite de cela, le gouvernement de Morales Bermudez est un gouvernement bourgeois, répressif et pro-impérialiste.

3.4 Avant-Garde révolutionnaire (VR)

Au cours des années 50, commence à être visible, dans la classe dominante au Pérou, un changement important d'hégémonie, produit des contradictions de classe et du mouvement de masses qui se développe substantiellement

à partir du mouvement paysan entre 1956 et 1965. C'est un mouvement qui porte un coup très fort aux propriétaires terriens et quirompt l'alliance oligarchie-propriétaires terriens. Pedro Beltran est à la tête de ces secteurs oligarchiques liés à l'impérialisme, c'est-à-dire de la grande bourgeoisie intermédiaire agro-industrielle, liée à certains secteurs industriels, qui commencent à se différencier des propriétaires terriens. C'est alors que se forme la première commission d'étude sur la réforme agraire et le logement. Le gouvernement de Belaunde tente de former un bloc hégémonique composé des secteurs de la grande bourgeoisie industrielle, financière et des secteurs de cette bourgeoisie nationale qui a atteint un niveau de développement monopoliste ainsi que des secteurs de la petite bourgeoisie professionnelle et des couches moyennes. Le projet de Belaunde connaît un échec, il se produit alors une coupure au sein de ce bloc. Durant cette période, la Démocratie Chrétienne se dissout ainsi que Action Populaire et se produit alors une nouvelle répartition des forces bourgeoises. Après l'échec du régime de Belaunde, survient le régime militaire qui se prétend une solution bourgeoise réformiste à l'échec Belaunde. Le gouvernement militaire amène des changements dans le pays mais, étant donné la persistance de la crise, on peut dire qu'ils ne sont pas très profonds. Quels sont-ils exactement et comment modifient-ils la société péruvienne? Le gouvernement militaire, en tant que gouvernement réformiste, doit faire face aux transformations en cours dans le pays. Il est l'expression, comme Fernando Belaunde de la détérioration du pouvoir de l'oligarchie et des propriétaires terriens qui commencent à faire place de plus en plus aux couches proprement bourgeoises, tout en maintenant des formes d'exploitation semi-féodales qui sont profitables dans certaines régions de la campagne. En même temps, on assiste, dans les 20 dernières années, à l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe, qui débouche sur une action nationale unitaire, lors de la grève de juillet 1977, sans précédent par son envergure, par la force de l'affrontement et par la capacité de direction spontanée de la classe ouvrière sur l'ensemble des pauvres de la ville. Les mesures les plus importantes du gouvernement sont celles qui touchent la réforme agraire, les changements dans la structure de la propriété et dans le rôle de l'Etat sur le contrôle de l'économie. La réforme du gouvernement se situe à l'intérieur d'une tendance générale qui est une tendance à l'affaiblissement de la semi-féodalité à la campagne et au développement du capitalisme. La réforme agraire est une tentative de développement capitaliste dans l'agriculture sous la direction de l'Etat. Ce processus a contribué à affaiblir certaines structures semi-féodales mais n'a pas réussi à rendre viable un développement capitaliste important dans toutes les régions. Il y a eu échec dans l'objectif de transformer d'importants secteurs de paysans en travailleurs salariés, alors que le problème de la terre n'a pas été résolu, problème qui touche des millions de paysans. Aujourd'hui, la terre est un monopole d'Etat, par la voie des coopératives agraires de production, des sociétés agricoles d'intérêt social, des entreprises rurales de propriétés sociales, qui sont les formes de domination et d'exploitation que l'Etat maintient à la campagne. Ce contrôle de l'Etat s'est exprimé, premièrement à travers une domination idéologique, « plus démocratique » où les assemblées de travailleurs ont eu un rôle important, en particulier dans les premiers temps de la réforme agraire. Dans le cas des coopératives agro-industrielles le gouvernement a eu l'appui de l'Apra, entraînant, dans d'autres cas, un ensemble de forces réformistes.

(suite dans le prochain numéro).

AMERIQUE CENTRALE: LES CHANGEMENTS NECESSAIRES

Pour l'Amérique centrale, 1977 et 1978 ont été des années mouvementées. Presque tous les pays de la région ont connu un essor de la mobilisation populaire, qui s'est exprimé par des actes d'insurrection au Nicaragua, des manifestations massives au Guatemala, et au Salvador, une résistance populaire obstinée, face à l'escalade de la répression du gouvernement du général Romero.

Cette présence accrue des secteurs populaires, d'un caractère plus revendicatif que politique, a été un des éléments qui a le plus contribué à accentuer la lutte entre différentes fractions des classes dominantes. Un autre facteur a été le processus de diversification du capitalisme dépendant centre-américain. Ce sont les deux facteurs principaux dans la lutte politique entre les secteurs qui proposent un changement de caractère bureaucratique-autoritaire, et les représentants des secteurs les plus arriérés du capitalisme centre-américain.

L'échaffaudage politico-institutionnel, dressé au début des années 60 comme réponse politique à la révolution cubaine et comme reflet du processus d'internationalisation de la production et du capital, qui n'a pas affecté radicalement l'ordre pré-établi, laisse entrevoir, ces dernières années, des signes d'usure dus à son manque d'adaptation à la nouvelle réalité économique-sociale créée par le processus de modernisation de la structure productive centre-américaine (1).

Ce processus de changement dans la structure économique a, par ailleurs, déterminé des transformations dans la structure sociale : 1) un processus marqué de différenciation à l'intérieur de la bourgeoisie; 2) l'émergence d'une petite bourgeoisie, dont la représentation politique ne reflète pas sa présence dans l'organisation sociale sur les plans économique et technico-professionnel; 3) le surgissement d'une classe ouvrière ayant un poids économique croissant et une capacité de négociation de plus en plus grande, et 4) la transformation graduelle des rapports sociaux à la campagne.

Cette nouvelle structure économique et sociale a stimulé la recherche de nouvelles alternatives politiques. Sur ce point, le processus centre-américain est peu différent de celui du reste d'Amérique latine. L'usure de la politique américaine de l'après-guerre, fondée sur un anti-communisme à outrance, et la modification des rapports de forces à l'échelle internationale, entre Est et Ouest et entre les différentes nations capitalistes industrialisées, a rendu nécessaire l'élaboration d'une « idéologie capable de répondre à la problématique contemporaine » (2).

L'absence du leadership idéologico-politique des Etats-Unis, due à la crise interne des années 70 et à la nouvelle situation internationale qui est restée incomprise (en termes politiques) par d'importants secteurs des classes dominantes américaines, a provoqué un vide (que l'administration Carter essaie maintenant de remplir) qui a été occupé par la social-démocratie et, dans un moindre degré, par le social-christianisme.

Ces derniers, interprètes ou porte-paroles des secteurs sociaux émergents, de groupes liés à l'industrie et à certains secteurs du capital international et de quelques grou-

pes traditionnels qui se sont intégrés au processus de modernisation, ont démontré leur disposition à appliquer une politique large d'alliances pour favoriser l'implantation d'un modèle politique, qu'on pourrait résumer de la façon suivante : 1) démocratisation, accompagnée de contrôles institutionnels accrus; 2) stimuler le processus de capitalisation de la structure économique; 3) institutionnalisation de la collaboration entre classes; 4) légalisation des partis politiques de gauche d'une « responsabilité historique », qui sont disposés à participer au jeu politique institutionnalisé; 5) sensibilité particulière aux revendications des nouveaux secteurs émergents; etc.

Au Guatemala, ce processus se déroule dans le contexte d'un jeu complexe d'alliances, dont le résultat le plus significatif a été le déplacement du Mouvement de Libération Nationale (MLN) du pouvoir. Au Nicaragua, par contre, le même processus a mené à un affrontement entraînant une guerre civile. Dans les deux cas, il est clair que l'élimination de la dictature de Somoza (ses alliés guatémaltèques ont reçu des coups durs sur le plan politique) et de l'extrême droite représentant les secteurs oligarchiques, est nécessaire au système à cette étape. Par ailleurs, ces changements impliquent la continuation de la répression violente là où le mouvement des masses échappe au contrôle institutionnel. Une main-d'œuvre disciplinée et dépolitisée constitue un besoin concret pour la bourgeoisie industrielle centre-américaine et ses associés étrangers, étant donné que c'est dans l'industrie centre-américaine que l'investissement américain privé obtient le meilleur taux de rentabilité de toute l'Amérique latine (3).

(1) Seminario Permanente de Analisis de la Realidad Guatemalteca, « Tesis esquematica sobre el balance de poder frente al nuevo periodo presidencial », dans : Estudios Centroamericanos, année XXXIII, N° 356/357, juin-juillet 1978, p. 398-413.

(2) Fernando Flores Pinel, « De la Guerra Fria a la Distension : el Mundo Occidental en Crisis », dans : Estudios Centroamericanos, année XXXIII, N° 351-352, janvier-février 1978, p. 52-71.

(3) Inforpress Centroamericana, Guatemala, N° 321, 7 décembre 1978, p. 1-2.

L'Agence Latino-américaine d'Information - A.L.A.I. - fondée en 1976 par un groupe de journalistes latino-américains publie un **Bulletin Hebdomadaire en Espagnol**. L'information provient de collaborateurs dans différents pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Pour plus d'informations contactez:

Agence Latino-américaine d'Information 1224 Ste. Catherine O. 403 Tel (514) 861 07 56 MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA
